



Communiqué de la FSU84 (2 juillet 2014) : L'extrême droite du Vaucluse s'illustre par des décisions antisociales.

La FSU Vaucluse tient à attirer l'attention de tous sur le caractère antisocial de décisions récentes, d'élus municipaux de l'extrême droite du département, constituée par le FN et la Ligue du Sud. Elles illustrent le fait que l'extrême droite n'est pas l'alternative qu'elle prétend être aux politiques d'austérité et de régression sociale, menées par l'actuel gouvernement ainsi que par les gouvernements précédents, de la période Sarkozy. Ces décisions tendent même à démontrer que l'extrême droite, à travers son action locale, s'inscrit, en pire, dans de telles politiques.

Les médias locaux et nationaux ont largement relevé la décision du maire FN du Pontet, Joris Hébrard, et de sa majorité municipale, de supprimer la gratuité de la cantine scolaire, pour les familles les plus pauvres. Le maire FN du Pontet l'a justifiée par une recherche « d'économies » et une volonté de « responsabiliser les parents ». Cette décision fait écho à une prise de position récente du maire d'Orange, Jacques Bompard (Ligue du Sud), contre des programmes publics d'amélioration de l'habitat, ciblant des propriétaires et des locataires parmi les plus modestes.

En effet, lors d'un conseil de la communauté de communes dont fait partie Orange (la CCPRO), le 26 mai dernier, les élus menés par Jacques Bompard, n'ont pas voté pour la prolongation de la participation de la CCPRO à ces programmes (PIG : programme d'intérêt général et PST : programme social thématique), concernant la lutte contre l'habitat indigne, la précarité énergétique et le développement d'un parc locatif privé à loyers plafonnés. Pour l'expliquer, Jacques Bompard déclarait que le Vaucluse faisant partie « des départements parmi les plus pauvres de France, mais où la politique en matière d'aides sociales est très poussée », « on crée un cercle vicieux » (*La Provence*, 28 mai 2014) : les pauvres seraient attirés par les politiques sociales, les politiques sociales entretiendraient la pauvreté.

Le caractère essentiellement identitaire et xénophobe de l'extrême droite est très clair et bien connu. Par contre son discours économique et social a toujours été mouvant, à géométrie variable. Cette actualité dans le Vaucluse, rappelle tout de même la nature profonde du discours social de l'extrême droite, qui prétend défendre le peuple, avoir des solutions à la crise économique et rejeter les politiques des partis dits de gouvernement (ce que le FN appelle « l'UMPS »).

On voit comment l'extrême droite s'inscrit bien, elle aussi, mais encore plus durement, dans le dogme de l'austérité, dans une logique comptable d'économies budgétaires et de diminution des dépenses publiques, quelles qu'en soient les conséquences. Les considérations humaines les plus élémentaires, qui peuvent rassembler des élus locaux et de terrain d'horizons différents, ont ainsi été niées par les élus d'extrême droite du Pontet ou d'Orange.

On voit comment, loin de défendre le peuple et loin de chercher des solutions aux difficultés économiques et sociales, l'extrême droite essaye de développer des oppositions au sein des catégories populaires, en s'en prenant aux plus fragiles, aux plus pauvres d'entre elles. Les pauvres seraient « responsables » de leur pauvreté, voire de la pauvreté en général. Et l'importance de la pauvreté, dans le Vaucluse par exemple, serait entretenue par les politiques sociales. L'extrême droite, y compris quand elle est au pouvoir localement, reprend alors ce qu'il y a de pire dans l'idéologie néolibérale et veut faire oublier les vrais problèmes, pour ne pas avoir à les affronter et pour détourner l'attention des électeurs. Ces problèmes que sont la montée globale du chômage, de la précarité et des inégalités, avec dans le Vaucluse en particulier, le manque d'activités productives (difficultés de l'agriculture, désindustrialisation) et la faible création d'emplois, notamment d'emplois stables et qualifiés.

On voit finalement comment l'action politique de l'extrême droite repose toujours sur la stigmatisation de bouc-émissaires, désignés parmi les plus faibles.

La FSU Vaucluse réaffirme que, surtout en période de crise, pour en amortir les effets et soutenir la demande, des politiques sociales et de solidarité fortes sont nécessaires. Pour la FSU, il faut rompre, à tous les niveaux, avec les logiques comptables et l'austérité. Pour elle, à l'échelle nationale d'abord, mais aussi à l'échelle locale, les vraies réponses aux besoins des classes moyennes et populaires passent par des politiques d'emploi actives, par une relance de la demande et de l'activité économique, par un renforcement et une amélioration des services publics, par l'investissement éducatif. S'en prendre aux plus pauvres ou à l'immigration, comme le fait l'extrême droite, n'a jamais créé d'emploi, ni fait diminuer la précarité, ni amélioré la situation économique d'un territoire.